

Brève étude sur l'évolution de l'environnement macroéconomique de la République démocratique du Congo (1960-2026)

Brief Study on the Evolution of the Macroeconomic Environment of the Democratic Republic of the Congo (1960-2026).

Auteur 1 : BITUMBILA BITUMBILA Evariste.

BITUMBILA BITUMBILA Evariste,

DEA en économie publique et développement UPN Kinshasa RDC

MASTER en Comptabilité Contrôle et Audit INTEC du CNAM Paris France

Impétrant Expert-comptable à l'ONEC RDC

EXPERT en Finance des entreprises

EXPERT en Fiscalité des entreprises

EXPERT en Contrôle de gestion

Déclaration de divulgation : L'auteur n'a pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude.

Conflit d'intérêts : L'auteur ne signale aucun conflit d'intérêts.

Pour citer cet article : BITUMBILA BITUMBILA Evariste (2026) « Brève étude sur l'évolution de l'environnement macroéconomique de la République démocratique du Congo (1960-2026) », African Scientific Journal « Volume 03, Num 36 » pp: 2608 – 2624.



DOI : 10.5281/zenodo.21041184

Copyright © 2026 – ASJ



Introduction

La République démocratique du Congo occupe, dans l'économie africaine et mondiale, une place paradoxale. Elle dispose d'un vaste territoire, d'un important potentiel hydroélectrique, de terres arables considérables et, surtout, d'un sous-sol qui compte parmi les plus riches du monde. Le cuivre, le cobalt, l'or, le coltan, l'étain et d'autres minerais stratégiques lui donnent une visibilité particulière dans les débats contemporains sur la mondialisation, les chaînes d'approvisionnement et la transition énergétique. Pourtant, cette abondance de ressources n'a pas produit, jusqu'à présent, un niveau de prospérité à la mesure du potentiel national. La trajectoire économique du pays demeure marquée par une dissociation persistante entre richesse potentielle et transformation effective du bien-être collectif.¹

Cette contradiction n'est pas récente. Depuis l'indépendance, la RDC a connu des cycles successifs d'espoir, de déséquilibre, de réformes et de reprise. Les années d'instabilité politique ont souvent correspondu à des désorganisations macroéconomiques profondes. Les périodes de centralisation ont parfois donné l'illusion d'un redressement durable sans parvenir à modifier en profondeur la structure productive. Les décennies de crise monétaire, d'endettement et de guerre ont ensuite fragilisé les mécanismes de coordination économique, tandis que la reprise minière des années 2000 et 2010 a réintroduit une dynamique de croissance sans pour autant résoudre les blocages structurels les plus anciens. La lecture de l'environnement macroéconomique congolais exige donc une perspective de longue durée, attentive aux séquences historiques et aux institutions qui encadrent l'activité économique.²

L'intérêt scientifique du sujet est renforcé par le contexte international actuel. Le développement des batteries, des véhicules électriques, des réseaux énergétiques et des technologies bas carbone a replacé la RDC au centre des recompositions géoéconomiques. Le cobalt et le cuivre sont devenus des intrants critiques pour plusieurs industries stratégiques. Cette situation pourrait être interprétée comme une chance historique. Elle ne garantit pourtant rien par elle-même. Les expériences internationales montrent qu'un avantage minier peut soutenir la croissance agrégée sans déboucher sur une transformation structurelle, surtout

1 Banque mondiale, "Congo, Dem. Rep. - Data", in Portail Data (2024), PIB, PIB/habitant, électricité.

2 MUKOKO Samba Daniel, Guérir le Congo du mal Zaïrois, Paris, Academia, 2021, p. 45-68.

lorsque la rente est faiblement institutionnalisée, lorsque les infrastructures restent déficientes ou lorsque les liaisons entre secteur extractif et économie domestique demeurent limitées.³

La question centrale n'est donc pas de savoir si la RDC croît, mais quel type de croissance elle enregistre et dans quelles conditions cette croissance peut devenir inclusive, durable et diversifiée. Une croissance portée principalement par les exportations minières peut améliorer les réserves de change, les recettes publiques et certains agrégats nationaux. Mais elle peut aussi laisser inchangés les principaux goulets d'étranglement de l'économie : faible accès à l'électricité, coûts logistiques élevés, faible compétitivité industrielle, poids du secteur informel, faiblesse du système productif hors mines et faible capacité de transformation locale. La macroéconomie congolaise doit ainsi être lue non seulement à travers les chiffres, mais aussi à travers la qualité du tissu économique qu'ils recouvrent.⁴

Le présent article a pour objectif de proposer une version condensée et restructurée de l'étude initiale. Il conserve l'esprit du travail académique original tout en supprimant les répétitions qui alourdisaient l'exposé. Il s'organise autour de quatre axes : les fondements théoriques du problème, la trajectoire historique de l'environnement macroéconomique congolais, l'examen des principales tendances récentes et, enfin, la discussion des conditions de transformation à l'horizon 2030. L'argument défendu est le suivant : la performance macroéconomique de la RDC dépend de l'interaction entre rente minière, qualité des institutions, stabilité monétaire et budgétaire, et capacité à convertir les revenus extractifs en actifs productifs. Tant que cette conversion demeure incomplète, la croissance restera en partie extravertie et vulnérable.⁵

1. Problématique et cadre analytique

La problématique de l'environnement macroéconomique congolais tient à un paradoxe durable : un pays riche en ressources naturelles continue d'éprouver des difficultés à construire une économie diversifiée, résiliente et socialement inclusive. Cette contradiction ne peut pas être réduite à une seule variable. Elle résulte de l'imbrication de facteurs historiques, institutionnels, monétaires, budgétaires, géographiques et géopolitiques. L'analyse macroéconomique doit donc éviter les lectures simplificatrices. Elle ne peut ni imputer toutes les fragilités à la seule

3 jeffrey d. SACHS et andrew m. WARNER, "Natural Resource Abundance and Economic Growth", in NBER Working Paper (1995), p. 1-16.

4 johannes HERDESCHEE, Daniel MUKOKO Samba et Moïse TSHIMENGA Tshibangu, Résilience d'un géant africain, Kinshasa, MédiasPaul, 2012, p. 21-44.

5 claudine SUMATA, Séminaire de macroéconomie approfondie, Kinshasa, UPN, 2026, p. 2-5.

rente minière, ni conclure que la croissance récente suffit à annoncer une transformation structurelle déjà acquise.

Le premier élément du cadre analytique est le structuralisme. Les approches inspirées de Raúl Prebisch soulignent que les économies périphériques spécialisées dans l'exportation de matières premières sont exposées à une dépendance externe durable. La spécialisation primaire peut freiner la diversification productive, maintenir un faible contenu technologique et limiter les possibilités d'industrialisation. Dans le cas congolais, cette grille de lecture reste pertinente : l'économie demeure fortement liée aux cycles des produits miniers, tandis que la transformation locale reste trop faible pour créer des chaînes de valeur nationales robustes.⁶

Le deuxième élément est la théorie de la rente et de la malédiction des ressources. Richard Auty, puis Sachs et Warner, ont montré que l'abondance en ressources peut produire des effets pervers lorsqu'elle encourage des comportements de prédation, une faible pression fiscale ordinaire, une forte volatilité externe et des arbitrages politiques de court terme. Il ne s'agit pas de dire que les ressources condamnent mécaniquement un pays à l'échec. Il s'agit plutôt de souligner que la rente ne devient productive qu'à travers des institutions capables de la collecter, de la stabiliser et de la réinvestir. En RDC, cette question est centrale, car l'amélioration des agrégats récents reste étroitement liée au dynamisme du secteur minier.⁷

Le troisième élément est l'approche institutionnaliste. Dans cette perspective, la qualité des règles, de l'exécution budgétaire, de la politique monétaire, de la sécurité juridique et de la capacité administrative détermine largement la profondeur de la croissance. Les mêmes ressources peuvent produire des résultats radicalement différents selon la manière dont elles sont gouvernées. La RDC illustre bien cette idée : l'évolution des indicateurs macroéconomiques dépend non seulement des prix internationaux ou des volumes extraits, mais aussi de la crédibilité des politiques publiques, de la stabilité du cadre réglementaire et de la cohérence entre les objectifs affichés et leur mise en œuvre.⁸

6 Raúl PREBISCH, *The Economic Development of Latin America and Its Principal Problems*, New York, United Nations, 1950, p. 1-15.

7 Richard M. AUTY, *Sustaining Development in Mineral Economies*, Londres, Routledge, 1993, p. 25-41.

8 Douglass C. NORTH, *Institutions, Institutional Change and Economic Performance*, Cambridge, Cambridge University Press, 1990, p. 83-104.

À ces approches s'ajoute la notion de transformation structurelle. Une économie ne se développe pas seulement lorsqu'elle augmente sa production globale ; elle se développe lorsqu'elle déplace progressivement ses ressources vers des activités plus productives, plus intensives en apprentissage et plus intégrées au tissu national. Cette transformation suppose des progrès en matière d'énergie, de transport, de financement, d'agriculture, d'industrie et de qualification de la main-d'œuvre. Or la croissance congolaise récente, bien que réelle, reste encore insuffisamment relayée par ces mécanismes de diffusion. La hausse du PIB n'équivaut donc pas automatiquement à un élargissement de la base productive nationale.⁹

La problématique peut alors être formulée de manière précise : dans quelles conditions la RDC peut-elle convertir une croissance encore largement extractive en une trajectoire de développement durable, inclusive et structurellement diversifiée ? Répondre à cette question impose de lier plusieurs niveaux d'analyse. Il faut tenir compte de l'histoire économique longue, des politiques monétaires et budgétaires, de la structure des exportations, de la soutenabilité extérieure, des contraintes territoriales et des opportunités nouvelles créées par la transition énergétique mondiale. L'hypothèse générale retenue ici est que la croissance congolaise reste encore faiblement transformative parce que la rente minière, bien qu'importante, ne s'articule pas suffisamment à une politique cohérente de diversification et d'investissement productif.¹⁰

2. Trajectoire historique de l'environnement macroéconomique congolais

L'histoire macroéconomique de la RDC peut être lue comme la succession de plusieurs séquences distinctes. La première, ouverte en 1960, est celle d'un État nouvellement indépendant confronté à l'instabilité politique, à la faiblesse administrative et à la désorganisation des circuits économiques. L'économie héritée de la colonisation était extravertie : ses infrastructures, ses mécanismes d'exportation et ses centres de décision étaient surtout tournés vers l'extérieur. Dans ces conditions, la priorité des premières années n'était pas encore la transformation productive, mais la consolidation politique et la survie institutionnelle. L'environnement macroéconomique reflète alors moins un choix économique structuré qu'une économie perturbée par les crises de souveraineté et de cohésion nationale.

⁹ albert o. HIRSCHMAN, *The Strategy of Economic Development*, New Haven, Yale University Press, 1958, p. 63-88.

¹⁰ MUKOKO Samba Daniel, *Guérir le Congo du mal Zaïrois*, Paris, Academia, 2021, p. 71-94.

La seconde séquence correspond à la phase de centralisation qui s'installe à partir du milieu des années 1960. Une certaine stabilisation politique permet un encadrement plus ferme de l'État, mais sans transformation structurelle suffisante. L'économie demeure fondée sur quelques grands produits d'exportation et sur une base industrielle relativement étroite. La logique extractive reste dominante. La centralisation donne un visage plus ordonné à la gestion économique, mais ne modifie pas la dépendance fondamentale à l'égard des rentes primaires. Cette limite apparaîtra plus clairement encore dans la décennie suivante.

La troisième séquence est marquée par les effets économiques de la zaïrianisation et des interventions administratives massives des années 1970. En reprenant brutalement certains actifs privés sans consolider simultanément les capacités de gestion, l'État déstabilise des structures productives déjà fragiles. La confiance des investisseurs se détériore, la productivité recule et l'appareil économique se désorganise progressivement. Cette période éclaire un trait important de l'histoire économique congolaise : l'affirmation de la souveraineté économique ne produit pas automatiquement de la capacité productive. Sans institutions de gestion efficaces, la nationalisation ou la réallocation politique des actifs peut conduire à l'affaiblissement du tissu économique au lieu de le renforcer.

Les années 1980 et 1990 constituent une quatrième séquence, dominée par les déséquilibres macroéconomiques. L'endettement externe, les ajustements successifs, la dégradation monétaire, la forte inflation et les tensions politiques s'alimentent mutuellement. La monnaie perd sa fonction d'ancrage, la confiance dans les mécanismes de prix s'érode et l'économie informelle prend une place croissante dans les arbitrages quotidiens. La dollarisation s'enracine comme réponse à l'incertitude monétaire. Cette période reste fondamentale pour comprendre la difficulté actuelle à construire une profondeur financière domestique. Lorsque la mémoire des crises monétaires est durable, les agents économiques continuent à privilégier les devises étrangères, ce qui affaiblit l'autonomie de la politique monétaire nationale.

La cinquième séquence, à partir des années 2000, est celle de la reconstruction progressive. Le retour de partenaires extérieurs, les efforts de réforme macroéconomique et la relance du secteur minier améliorent progressivement plusieurs indicateurs. La Banque centrale retrouve un rôle plus visible dans la stabilisation. Les réformes budgétaires deviennent plus lisibles. Les recettes minières recommencent à alimenter les comptes extérieurs. Mais cette reprise se développe dans un contexte encore marqué par les conflits à l'Est, par de fortes insuffisances infrastructurelles et par une intégration territoriale incomplète. En d'autres termes, la

reconstruction macroéconomique ne supprime pas les discontinuités spatiales et institutionnelles qui limitent la diffusion des gains.¹¹

La sixième séquence est celle de la croissance minière renforcée des années 2010 et 2020. Elle s'appuie sur une demande internationale plus soutenue pour certains métaux stratégiques, sur l'extension de la production de cuivre et de cobalt et sur une meilleure visibilité budgétaire. Cette phase a permis de consolider les réserves, de soutenir la croissance réelle et d'améliorer certains équilibres de court terme. Cependant, elle pose une question désormais décisive : la RDC est-elle entrée dans une phase de développement structurel, ou assiste-t-on surtout à une nouvelle intensification du modèle extractif ? Toute la difficulté du diagnostic réside là. Les chiffres agrégés s'améliorent, mais les traits dominants du système productif changent plus lentement que les volumes miniers.¹²

Cette périodisation montre que la macroéconomie congolaise ne peut être comprise à partir d'une seule photographie récente. Les performances de 2023, 2024 ou 2025 prennent sens lorsqu'elles sont replacées dans une histoire longue faite de ruptures monétaires, d'instabilité politique, de reconstructions partielles et de reprises fortement dépendantes des matières premières. La force de la séquence actuelle est réelle. Sa faiblesse est qu'elle reste exposée à des vulnérabilités anciennes : infrastructures limitées, base fiscale encore étroite, faible contenu local, fragmentation territoriale et dépendance aux cours mondiaux.

3. Tendances macroéconomiques récentes : croissance, inflation, budget et secteur minier

Les données récentes montrent une amélioration sensible de l'environnement macroéconomique. La croissance réelle du PIB demeure soutenue. Le cadre budgétaire à moyen terme et les documents d'institutions internationales situent la croissance à 8,9 % en 2022, autour de 8,4 à 8,6 % en 2023, puis à 6,1 % en 2024, avec une projection encore positive pour 2025. Ces chiffres signalent un dynamisme indéniable de l'économie congolaise. Ils indiquent aussi que la RDC ne se trouve plus dans la situation de désordre macroéconomique massif qui caractérisait certaines décennies antérieures. Mais le ralentissement entre 2023 et 2024 rappelle

¹¹ Claude SUMATA, Séminaire de macroéconomie approfondie, Kinshasa, UPN, 2026, p. 16-18.

¹² Ministère du Budget de la RDC, "Cadre budgétaire à moyen terme 2026-2028", in CBMT (2025), p. 3-9.

que la croissance n'est pas entièrement immunisée contre les fluctuations sectorielles et le contexte externe.¹³

L'interprétation de cette croissance doit être nuancée. D'un côté, elle témoigne d'une capacité accrue à produire, exporter et stabiliser certains équilibres. De l'autre, le PIB par habitant demeure faible. La Banque mondiale situe ce dernier à 649,4 USD en 2024, malgré un PIB courant de 70,96 milliards USD. Autrement dit, l'agrandissement de la taille macroéconomique n'efface pas la faiblesse du revenu moyen disponible par personne. Le contraste entre la croissance globale et le niveau du revenu par habitant renforce l'idée qu'il faut distinguer l'expansion macroéconomique de la transformation sociale. Dans un pays à forte croissance démographique, cette distinction devient d'autant plus importante.¹⁴

Le rôle du secteur minier dans cette dynamique est décisif. Les statistiques officielles de 2024 indiquent une production vendue de cuivre cathode de 2 558 030,86 tonnes et une production totale de cobalt de 198 777,21 tonnes. Ces volumes sont considérables. Ils expliquent l'amélioration des recettes en devises, l'intérêt accru des investisseurs et la centralité de la RDC dans les discussions sur les minerais critiques. Ils montrent également que la structure de la croissance est encore largement organisée autour d'une spécialisation extractive. La question n'est pas de nier l'importance positive de ce secteur, mais d'évaluer jusqu'à quel point ses effets d'entraînement se diffusent réellement vers l'industrie locale, les services productifs, les infrastructures et l'emploi qualifié.¹⁵

L'inflation offre un second indicateur essentiel de l'évolution récente. Après avoir culminé à 23,8 % à fin 2023 selon le FMI, elle a progressivement ralenti. Les notes de conjoncture de la Banque centrale du Congo font apparaître un glissement annuel d'environ 12,574 % en décembre 2024, puis une inflation en cumul et en glissement proche de 2,27 % fin 2025. Cette désinflation constitue une amélioration significative. Elle suggère que le resserrement de la politique monétaire, une meilleure gestion de la liquidité et un encadrement plus cohérent des

¹³ Fonds monétaire international, "Democratic Republic of the Congo : 2024 Article IV Consultation", in Country Report (2024), p. 1-12.

¹⁴ Banque mondiale, "Congo, Dem. Rep. - Data", in Portail Data (2024), PIB courant et PIB/habitant.

¹⁵ Ministère des Mines de la RDC, "Statistiques minières - exercice 2024", in Rapport annuel (2024), p. 35.

anticipations ont produit des effets réels. Dans une économie marquée par une longue mémoire inflationniste, une telle évolution renforce la crédibilité des autorités monétaires.¹⁶

Il faut cependant mesurer les limites de ce progrès. Une désinflation réussie améliore la prévisibilité économique, protège davantage les revenus fixes et facilite la programmation budgétaire. Mais elle ne suffit pas à elle seule à transformer la structure productive. La stabilité des prix est une condition nécessaire, non une condition suffisante. Une économie peut être plus stable tout en restant peu industrialisée, peu intégrée et fortement dépendante d'un petit nombre de produits d'exportation. Le cas congolais confirme cette idée : la meilleure tenue nominale récente n'a pas encore supprimé les goulets d'étranglement énergétiques, logistiques et productifs.

Les finances publiques montrent également des progrès de forme et de volume. Le projet de loi de finances de l'exercice 2025 présente un budget de 49 846,8 milliards CDF. Le rapport d'exécution à fin juin 2025 mentionne environ 19 833,5 milliards CDF de recettes et 20 211,2 milliards CDF de dépenses, soit un déficit de 377,7 milliards CDF. Ces chiffres traduisent une montée en puissance de l'outil budgétaire et une amélioration de la lisibilité des comptes publics. Ils montrent que l'État congolais dispose aujourd'hui d'un cadre de programmation plus structuré qu'au cours des périodes de forte désorganisation. Toutefois, l'existence même du déficit rappelle la fragilité des arbitrages budgétaires dans un contexte de pressions sécuritaires, sociales et infrastructurelles élevées.¹⁷

La question n'est pas seulement celle du volume budgétaire, mais celle de sa composition et de son efficacité. Un budget plus important n'est pleinement transformateur que si les dépenses financent des capacités durables : routes, énergie, réseaux logistiques, agriculture productive, santé, éducation, statistique publique et administration économique. Si les marges budgétaires supplémentaires sont absorbées principalement par des dépenses contraintes ou conjoncturelles, la croissance peut rester dissociée d'une montée en gamme du système productif. L'un des enjeux majeurs de la période actuelle est donc la qualité économique de la dépense publique, non sa seule progression nominale.

16 Banque centrale du Congo, "Note de conjoncture économique", in BCC (6 décembre 2024), p. 1-3 ; Banque centrale du Congo, "Note de conjoncture économique", in BCC (26 décembre 2025), p. 1-3.

17 Ministère du Budget de la RDC, "Exposé général du projet de loi de finances 2025", in Budget (2025), p. 1-8 ; Ministère du Budget de la RDC, "Rapport d'exécution au 30 juin 2025", in Exécution budgétaire (2025), p. 1-6.

Sur le plan extérieur, les réserves internationales se sont redressées. Le FMI souligne qu'elles sont passées de 2,9 milliards USD à fin 2021 à 5,4 milliards USD à fin 2023. Ce renforcement est important, car il améliore la capacité d'absorption des chocs et la crédibilité macroéconomique globale. Dans une économie fortement insérée dans les échanges internationaux et marquée par la dollarisation, l'accumulation de réserves constitue un signal positif. Elle ne doit pourtant pas conduire à sous-estimer la vulnérabilité structurelle liée à la spécialisation exportatrice. Lorsque les réserves augmentent essentiellement grâce à la bonne tenue de quelques produits miniers, leur solidité demeure indirectement dépendante de marchés extérieurs très volatils.¹⁸

Les données relatives à la dette publique suggèrent, elles aussi, une situation relativement maîtrisée en comparaison de nombreuses économies en développement. Un bulletin du ministère des Finances situe le ratio dette publique/PIB autour de 16 % en 2024, contre 17,7 % en 2023. Cet indicateur offre une marge de manœuvre théorique. Mais cette soutenabilité apparente doit être lue avec prudence. Une dette faible ne produit ses avantages que si elle s'accompagne d'une capacité d'investissement de qualité et d'une croissance réellement diversifiée. Sans cela, le pays peut demeurer macro économiquement prudente sans réussir à accélérer la transformation productive. La prudence budgétaire n'a de sens que lorsqu'elle prépare une montée en capacité de l'économie réelle.¹⁹

Un autre indicateur met en évidence la distance entre progrès macroéconomiques et transformation du cadre de vie : l'accès à l'électricité. La Banque mondiale l'estime à 22,1 % en 2023. Ce chiffre résume presque à lui seul une part du problème congolais. Un pays peut afficher une croissance élevée, exporter des volumes miniers considérables et maintenir un ratio de dette modéré, tout en restant freiné par un déficit massif d'accès à l'énergie. Or l'électricité conditionne la productivité des PME, la transformation locale, la conservation agricole, les services urbains, l'éducation et les possibilités d'industrialisation légère. Tant que ce verrou n'est pas levé, la croissance minière risque de rester partiellement enclavée.²⁰

18 Fonds monétaire international, "Democratic Republic of the Congo : 2024 Article IV Consultation", in Country Report (2024), p. 7-9.

19 Ministère des Finances de la RDC, "Bulletin trimestriel du marché des bons et obligations du Trésor", in Bulletin (2025), p. 2-5.

20 Banque mondiale, "Congo, Dem. Rep. - Data", in Portail Data (2024), accès à l'électricité.

Au total, l'analyse des tendances récentes permet de dégager un diagnostic nuancé. Oui, l'environnement macroéconomique congolais s'est amélioré : croissance robuste, désinflation, réserves renforcées, meilleure visibilité budgétaire et dette contenue. Mais ces performances restent adossées à une base structurelle trop étroite. Elles sont dominées par le secteur extractif et limitées, dans leurs effets diffusants, par la faiblesse des infrastructures, la fragmentation territoriale et la faible articulation entre rente et diversification. Le progrès est donc réel, mais encore partiel.

4. Discussion : croissance d'enclave, transformation structurelle et horizon 2030

La discussion des résultats conduit d'abord à distinguer deux niveaux d'analyse. Au niveau agrégé, la RDC affiche de meilleurs indicateurs qu'au cours de plusieurs périodes antérieures. Les autorités monétaires ont obtenu un ralentissement sensible de l'inflation. Les finances publiques sont davantage documentées. Les réserves extérieures se sont accrues. Le secteur minier soutient les recettes et les exportations. Pris ensemble, ces éléments décrivent une amélioration de l'environnement macroéconomique. Pourtant, au niveau structurel, les contraintes les plus profondes n'ont pas encore été levées. La croissance récente ressemble encore, dans une large mesure, à une croissance d'enclave : elle est forte dans les secteurs leaders, mais sa capacité à transformer le reste de l'économie demeure insuffisante.

Cette idée de croissance d'enclave renvoie à la faiblesse des liaisons intersectorielles. Le secteur minier produit des recettes, attire des capitaux et renforce le poids international de la RDC. Mais il n'entraîne pas encore assez puissamment les autres segments du système productif. Les équipements sont largement importés. Les services sophistiqués à forte valeur ajoutée restent souvent externalisés. Les activités de transformation locale progressent trop lentement. Les zones de production ne sont pas toujours suffisamment reliées à des corridors logistiques et énergétiques capables de soutenir un tissu industriel diversifié. L'un des défis majeurs consiste donc à transformer la rente extractive en plateforme de développement industriel et logistique, plutôt qu'en simple source de revenus d'exportation.²¹

La deuxième leçon de la discussion concerne la gouvernance économique. Les progrès récents montrent que l'action publique peut produire des résultats lorsque la discipline monétaire et budgétaire est mieux assurée. Ils montrent également que la qualité institutionnelle demeure la

²¹ albert o. HIRSCHMAN, *The Strategy of Economic Development*, New Haven, Yale University Press, 1958, p. 98-119.

variable charnière entre richesse potentielle et prospérité effective. Sans administration fiscale performante, sans capacité de programmation, sans sécurisation des investissements, sans statistiques fiables et sans coordination intersectorielle, la rente risque d'être diluée dans la gestion du court terme. À l'inverse, lorsque les institutions gagnent en crédibilité, les mêmes ressources peuvent financer une dynamique plus cumulative : énergie, infrastructures, agriculture, capital humain et transformation locale.

La troisième leçon porte sur la dimension territoriale du développement. La RDC est un pays-continent. Les coûts de transport, la dispersion des bassins de production, l'insuffisance des réseaux routiers et la faible intégration énergétique ralentissent la circulation des marchandises, des personnes et de l'information économique. Dans un tel contexte, une croissance concentrée dans certaines zones minières ne se diffuse pas spontanément au reste du territoire. La macroéconomie nationale doit donc être articulée à une politique d'intégration spatiale. Sans routes, sans énergie et sans marchés intérieurs mieux connectés, la diversification restera plus déclarative qu'effective.

La quatrième leçon réside dans la relation entre stabilité macroéconomique et transformation productive. L'expérience congolaise récente confirme qu'il n'y a pas de développement durable sans un minimum de stabilité nominale. Une inflation élevée désorganise les prix, pénalise l'épargne, complique l'investissement et alimente la défiance monétaire. La désinflation est donc un acquis précieux. Mais elle n'est qu'un socle. Une économie stable n'est pas nécessairement une économie transformée. Pour franchir l'étape suivante, la stabilité doit être mise au service d'une politique d'investissement productif et d'une stratégie de diversification articulée. Autrement dit, la stabilité macroéconomique doit cesser d'être une fin en soi pour devenir un instrument d'accumulation productive.

La cinquième leçon est liée à l'horizon 2030. La transition énergétique mondiale crée pour la RDC une fenêtre historique. La demande en cuivre et en cobalt pourrait soutenir durablement les exportations et les recettes publiques. Mais cette fenêtre comporte deux scénarios opposés. Le premier est celui d'une insertion passive : le pays demeure surtout exportateur de minerais bruts, avec une croissance dépendante des cours, des retombées nationales limitées et une industrialisation toujours inachevée. Le second est celui d'une insertion active : la rente minière finance les infrastructures, le contenu local, la transformation métallurgique, l'énergie, les

services productifs et l'amélioration des capacités institutionnelles. Entre ces deux scénarios, la différence essentielle ne se situe pas dans la géologie, mais dans la politique économique.²² Dans cette perspective, plusieurs orientations apparaissent prioritaires. Premièrement, il faut préserver les acquis de stabilité monétaire et budgétaire. Sans eux, toute stratégie de transformation perd sa base. Deuxièmement, il faut accroître l'efficacité de la dépense publique, en orientant davantage les ressources vers les infrastructures énergétiques, les routes, la logistique, l'agriculture productive et le capital humain. Troisièmement, il faut renforcer le contenu local du secteur minier afin que les liens en amont et en aval deviennent plus consistants. Quatrièmement, il convient d'améliorer l'environnement des PME, qui constituent un vecteur essentiel de diffusion de la croissance hors des grandes enclaves extractives. Cinquièmement, la politique économique doit articuler plus nettement stratégie minière, politique industrielle, développement agricole et intégration territoriale.

Une telle stratégie exige de la continuité politique et administrative. Les investissements structurants ne produisent pas leurs effets en quelques mois. Ils supposent des cadres stables, une programmation crédible, une capacité d'exécution et une certaine cohérence entre cycles politiques et priorités économiques. La RDC dispose aujourd'hui d'une opportunité objective liée au marché mondial des métaux critiques. Mais une opportunité n'est pas un destin. Elle ne devient un levier historique que si elle est intégrée à un projet économique national capable de dépasser la logique de simple extraction. La question fondamentale n'est donc plus seulement celle de la croissance, mais celle de l'usage stratégique de la croissance.

5. Conditions d'une transformation macroéconomique plus inclusive

Si l'analyse précédente met en évidence la persistance d'une croissance d'enclave, elle montre aussi que la RDC dispose d'appuis réels pour engager une transformation plus large. Le premier de ces appuis est la combinaison entre rente minière, potentiel énergétique et espace agricole. Peu de pays réunissent simultanément une telle richesse géologique, de telles possibilités hydroélectriques et un territoire capable de soutenir de grands bassins de production agricole. Cette combinaison pourrait fournir les bases d'un modèle de développement moins vulnérable que le modèle extractif actuel. Mais pour cela, il faut organiser la complémentarité entre ces atouts. Le secteur minier doit financer l'énergie et les infrastructures ; l'énergie doit abaisser les coûts de production ; les infrastructures doivent relier les bassins agricoles et urbains ;

²² Banque africaine de développement, "Democratic Republic of Congo Economic Outlook", in African Economic Outlook (2024), p. 1-10.

l'agriculture et l'industrie légère doivent élargir la base productive et fiscale. Tant que ces liens ne sont pas pensés comme un système, la richesse reste juxtaposée plutôt qu'intégrée.

La première condition d'une transformation inclusive est donc énergétique. Le faible taux d'accès à l'électricité n'est pas seulement un indicateur social ; il constitue une contrainte macroéconomique majeure. Une économie où l'énergie demeure rare et coûteuse ne peut pas industrialiser durablement ses territoires, ni stabiliser sa productivité. L'insuffisance énergétique renchérit la production, favorise l'importation de biens transformés et réduit la compétitivité des entreprises locales. Elle pèse aussi sur la qualité des services publics, sur la santé, sur l'éducation et sur l'essor de l'économie numérique. Dans le cas congolais, investir dans l'énergie revient donc à agir à la fois sur l'offre productive, sur la cohésion territoriale et sur le capital humain. La rente minière devrait être davantage pensée comme un moyen de lever ce verrou historique.²³

La deuxième condition est logistique et territoriale. L'intégration d'un pays-continent suppose des routes praticables, des corridors ferroviaires fiables, des voies de desserte agricole, des infrastructures fluviales mieux valorisées et des connexions urbaines capables de soutenir des marchés intérieurs dynamiques. Sans cette intégration physique, les gains de croissance restent localisés. Les entreprises supportent des coûts de transaction très élevés. Les écarts de prix entre provinces se creusent. Les agriculteurs restent éloignés des centres de transformation et de consommation. La politique macroéconomique doit donc être prolongée par une politique assumée d'intégration territoriale. Une stabilité monétaire sans fluidité logistique ne produit qu'une partie de ses bénéfices potentiels.

La troisième condition touche à la structure de l'État fiscal. La dépendance à la rente minière peut donner l'illusion d'une aisance budgétaire lorsque les cours sont favorables. Mais une base fiscale solide ne repose pas sur un seul secteur. Elle suppose l'élargissement de la matière imposable à travers la diversification de l'activité économique, la formalisation progressive, l'amélioration de l'administration et la montée en productivité du tissu des entreprises. Plus la base fiscale est diversifiée, plus l'État peut programmer des investissements de long terme avec une dépendance moindre aux fluctuations des marchés extérieurs. Le renforcement de la mobilisation des recettes ne doit donc pas être compris uniquement comme une exigence comptable ; il constitue une dimension de la souveraineté économique.

²³ Banque mondiale, "Congo, Dem. Rep. - Data", in *Portail Data* (2024), accès à l'électricité et infrastructures.

La quatrième condition est institutionnelle. Les expériences historiques montrent qu'une stratégie de transformation échoue souvent moins par manque d'idées que par déficit de cohérence administrative et politique. La RDC a besoin d'institutions capables de coordonner les priorités, de suivre l'exécution, de produire une statistique fiable, de sécuriser les investissements et de maintenir une continuité minimale dans les politiques publiques. L'économie minière, l'énergie, l'industrie, l'agriculture, le budget et les transports ne peuvent plus être pensés comme des secteurs totalement séparés. La réussite dépend de la capacité à construire des complémentarités et à arbitrer dans la durée. Cela implique aussi une administration qui sache apprendre, évaluer et corriger.

La cinquième condition concerne le contenu local. Il ne suffit pas d'augmenter les volumes extraits ; il faut accroître la part de valeur captée à l'intérieur du pays. Le contenu local n'est pas seulement une exigence nationale ou symbolique. Il constitue un mécanisme d'apprentissage économique. Lorsqu'une économie développe des fournisseurs locaux, des services techniques, des compétences de maintenance, des opérations de transformation et des chaînes de sous-traitance, elle accumule des connaissances, des emplois et des capacités entrepreneuriales. En revanche, lorsque l'activité minière reste faiblement connectée à l'économie domestique, les effets d'entraînement restent limités. La question du contenu local doit donc être rattachée à une stratégie industrielle graduelle et réaliste, fondée sur les secteurs où l'apprentissage peut être le plus rapidement consolidé.

La sixième condition est agricole. Trop souvent, la discussion sur la macroéconomie congolaise est dominée par les mines, alors même que la diversification durable passe nécessairement par la modernisation agricole. L'agriculture peut jouer plusieurs rôles simultanés : sécurité alimentaire, réduction des importations, création d'emplois, stabilisation sociale, alimentation des industries de transformation et élargissement du marché intérieur. Pour un pays disposant d'un potentiel foncier considérable, négliger cet axe reviendrait à maintenir la croissance dans une dépendance excessive à l'égard du cycle extractif. La véritable transformation structurelle de la RDC suppose donc un lien étroit entre corridors agricoles, énergie, marchés urbains et agro-industrie.

La septième condition est financière. Une économie peu profonde financièrement peine à transformer l'épargne en investissement productif. La dollarisation, héritée des crises passées, réduit la portée de certains instruments de politique monétaire et fragilise la confiance dans la monnaie nationale. L'enjeu n'est pas d'imposer artificiellement une dédollarisation brutale, mais de créer progressivement les conditions d'une confiance plus forte dans les instruments

financiers domestiques : stabilité des prix, cadre bancaire plus solide, développement du marché des titres publics, transparence budgétaire et prévisibilité réglementaire. Un système financier plus profond permettrait de mieux financer les infrastructures, les PME et les filières productives nationales.

Enfin, la transformation inclusive suppose une vision du temps. Les gains rapides de la rente peuvent orienter l'action publique vers l'urgence et le court terme. Or les infrastructures, l'énergie, la formation, l'industrialisation légère et la modernisation agricole exigent des horizons plus longs. La macroéconomie du développement n'est pas une simple gestion d'équilibres annuels ; elle est aussi une économie du séquençement. Il faut stabiliser pour investir, investir pour diversifier, diversifier pour élargir la base fiscale et sociale, puis utiliser cette base élargie pour consolider à nouveau la stabilité. Dans cette chaîne, aucune étape ne peut être durable si elle reste isolée des autres.

En définitive, la RDC ne manque ni d'atouts naturels ni d'arguments macroéconomiques pour engager un nouveau palier de développement. Ce qui manque encore, de manière plus nette, c'est la traduction systématique de ces atouts en capacités productives diffuses et en institutions de transformation. La richesse du sous-sol a déjà permis au pays de revenir au centre de l'économie mondiale. Le défi de la décennie à venir est de faire en sorte que cette centralité internationale devienne aussi une centralité intérieure : une croissance ressentie dans les territoires, dans les entreprises locales, dans l'offre d'électricité, dans les chaînes agricoles, dans les services et dans l'amélioration concrète du niveau de vie.

Conclusion

L'évolution de l'environnement macroéconomique de la RDC entre 1960 et 2026 montre une économie à la fois riche en potentiel et contrainte par des fragilités persistantes. L'histoire longue met en évidence des séquences de désorganisation, de centralisation, de crise monétaire, de reconstruction et de reprise minière. Les données récentes confirment une amélioration réelle des agrégats : croissance soutenue, ralentissement marqué de l'inflation, renforcement des réserves, meilleure lisibilité budgétaire et dette contenue. Ces résultats doivent être reconnus pour ce qu'ils sont : des avancées importantes dans un pays longtemps marqué par l'instabilité macroéconomique.

Mais la conclusion centrale de l'étude est qu'une amélioration agrégée ne vaut pas encore transformation structurelle. La croissance congolaise reste dominée par le secteur extractif. Elle demeure vulnérable aux chocs extérieurs, limitée dans ses effets d'entraînement et freinée par le déficit d'infrastructures, en particulier énergétiques et logistiques. Le principal enjeu n'est donc plus simplement de maintenir la croissance, mais de lui donner un contenu national plus dense : plus de valeur ajoutée locale, plus de liaisons intersectorielles, plus d'intégration territoriale et plus de diffusion sociale des gains.

À l'horizon 2030, la RDC peut prolonger une trajectoire de croissance extravertie ou engager une transformation plus profonde. Cette bifurcation dépendra de la manière dont la rente minière sera gouvernée. Si elle est absorbée dans le court terme, le pays restera exposé à une prospérité partielle et instable. Si elle est convertie en actifs productifs, en énergie, en infrastructures, en agriculture moderne, en industrie légère et en capacités institutionnelles, elle pourra devenir le socle d'un développement plus inclusif. La leçon essentielle de cet article est donc simple : la richesse minérale n'est pas en elle-même le développement ; elle n'en est que la possibilité. Tout dépend de la manière dont un État, une société et une stratégie économique transforment cette possibilité en trajectoire historique.

Résumé

La présente étude analyse l'évolution de l'environnement macroéconomique de la République démocratique du Congo de 1960 à 2026.

Elle part du paradoxe d'un pays abondamment doté en ressources naturelles mais encore marqué par une faible transformation productive.

L'article combine une lecture historique, théorique et empirique afin d'évaluer la qualité réelle de la croissance congolaise.²⁴

Il montre que les épisodes de reprise ont généralement été portés par les exportations minières plus que par une diversification interne durable.²⁵

Approche méthodologique : la recherche adopte une démarche qualitative et documentaire, complétée par une lecture empirique des indicateurs macroéconomiques récents. Elle mobilise les apports du structuralisme, de la théorie de la rente, de l'institutionnalisme économique et de l'analyse de la transformation structurelle. La méthode consiste à croiser les données statistiques, les rapports institutionnels et la littérature académique afin de comprendre les ressorts de la croissance congolaise.

Échantillon : l'échantillon retenu est documentaire et analytique. Il porte sur la République démocratique du Congo de 1960 à 2026. Il couvre les grandes séquences historiques de l'économie congolaise, les indicateurs récents de croissance, d'inflation, de finances publiques, de dette, d'accès à l'électricité et de production minière, ainsi que les rapports de la Banque mondiale, du Fonds monétaire international, de la Banque africaine de développement, de la Banque centrale du Congo et des ministères sectoriels.

Principale conclusion : l'étude montre que la RDC connaît une amélioration macroéconomique réelle, visible dans la croissance, la désinflation, le renforcement des réserves et la maîtrise relative de la dette. Toutefois, cette amélioration ne constitue pas encore une transformation structurelle complète. La croissance reste très dépendante du secteur extractif et doit être convertie en infrastructures, énergie, agriculture productive, industrialisation légère, contenu local et institutions de qualité pour devenir inclusive et durable.

Mots-clés : République démocratique du Congo ; environnement macroéconomique ; croissance extractive ; rente minière ; transformation structurelle ; inflation ; finances publiques ; développement inclusif.

24 Claude SUMATA, Séminaire de macroéconomie approfondie, Kinshasa, UPN, 2026, p. 1-2.

25 Banque mondiale, "Congo, Dem. Rep. - Data", in Portail Data (2024), indicateurs consultés.